

PARTISAN

BULLETIN DE L'OCML VOIE PROLÉTARIENNE

CONSTRUISSONS NOTRE QUARTIER GÉNÉRAL !

**ILS NOUS
FONT LA
GUERRE !**

La "farce" électorale est passée. Bilan : 2/3 des départements sont désormais dirigés par la droite. C'est évidemment un vote de défiance contre le gouvernement socialiste. Cependant, quitte à contre-dire un vieil adage, les vieux pots de la bourgeoisie font une très mauvaise confiture pour nous !

Car au fond tout le monde le sait, rien ne changera si on se retrouse pas les manches. Mais c'est plus facile à dire qu'à faire. Déjà, combattons parmi nous les illusions d'une "gauche" qui voudrait humaniser le capitalisme, ou de solution nationale contre la jungle de la mondialisation. Non ! La solution ne peut être qu'anti-capitaliste et internationaliste !

Car c'est bien tout un système que nous avons à abattre. Les mêmes qui nous assènent de mesures pour que l'on soit plus "flexible". Les mêmes qui font circuler les travailleurs à travers la planète au gré des besoins de l'économie mondiale. Les mêmes qui utilisent tous les outils en leur possession pour nous diviser. Leur point commun ? Ce sont des bourgeois ! Et ils nous mènent la guerre !

Contre eux, il va falloir plus qu'une journée de manifestation. Même si évidemment on va pas cracher dessus, car par les temps qui courent déjà une journée pour se retrouver et se sentir une force c'est déjà bien !

Dans une guerre pour gagner, il faut un quartier général ! Un quartier général pour faire le bilan des batailles passées et préparer les batailles à venir. Un quartier général pour regrouper les plus déterminés d'entre nous. Un quartier général pour les renverser !

C'est à cela que nous travaillons à l'OCML Voie Prolétarienne, modestement mais avec détermination.

VP-PARTISAN.ORG

CONTACT@VP-PARTISAN.ORG



 /OCMLVP  /OCMLVP

BP 122 93403 SAINT-OUEN

LOI MACRON : le gouvernement PS continue sa guerre contre les travailleurs !

La loi Macron, c'est la dernière couche d'un impressionnant empilage de lois anti-ouvrières destinées à préserver les intérêts capitalistes malmenés dans la concurrence mondialisée.

La loi Macron, c'est toujours plus de flexibilité, de précarité, de souffrance au travail et de chômage :

- La justice prudhomme est mise au pas pour briser ce qui reste souvent notre dernier recours, avec à la clé engorgement des tribunaux et jugements expéditifs encore plus défavorables aux prolétaires.
- L'indépendance déjà toute relative de l'inspection du travail est bafouée, avec l'enjeu pour les patrons de pouvoir échapper aux sanctions... et donc la perspective pour eux de pouvoir transgresser le droit du travail en toute impunité.
- La médecine du travail est liquidée, accusée de prononcer beaucoup trop d'avis d'aptitude comportant des restrictions ou des aménagements de poste ce qui empêcheraient de fait tout licenciement. C'en est bien fini de la prise en compte de la pénibilité, tant pis pour ceux qui n'arrivent plus à suivre.
- les procédures de licenciements pour motif économique sont simplifiées, avec le renforcement de l'arbitraire patronal de pouvoir se débarrasser de qui on veut, quand on veut, où on veut.
- l'exploitation des travailleurs handicapés est renforcée, l'employeur les utilisera pour des périodes dites de « mise en situation en milieu professionnel » mais il ne les paiera pas, pas plus qu'il n'aura l'obligation de les embaucher.

- et bien sûr, le travail le dimanche et la nuit, sur la base du « volontariat », une liberté qui vise toujours plus essentiellement les femmes et les jeunes qui subissent déjà temps partiels et horaires décalés.

On le voit, avec la loi Macron, c'est moins de recours et moins d'amortisseurs, c'est une confrontation plus directe à la violence de l'exploitation. Mais c'est en parallèle autant d'illusions perdues sur les prétendues solutions réformistes d'un capitalisme à visage humain, régulé et respectueux.

La crise est passée par là et a tout balayé. Dans la guerre économique mondialisée, pas question pour les capitalistes de distribuer quoi que ce soit, ne serait-ce que des miettes ; dès lors, ceux qui lient notre avenir à celui de nos exploités n'ont plus rien à proposer.

Maintenant au moins c'est clair, on n'a plus le choix, on ne peut compter que sur nous-mêmes : à l'usine, à l'hôpital, à l'école, dans le quartier, il faut se tourner vers celles et ceux qui n'ont comme nous rien à perdre dans cette société d'oppression et d'exploitation. Regroupons nous dans des collectifs ouvriers, faisons vivre la solidarité ouvrière internationale, promouvons un syndicalisme de lutte de classe.

Pour changer notre vie, c'est toute la société qu'il faudra changer, c'est tout un système qu'il faudra abattre. Organisons-nous, construisons le quartier général des exploités, le Parti de la classe ouvrière.



BRÈVES

EDUCATION : L'ETAT ET SON GOUVERNEMENT ATTAQUENT SUR TOUS LES FRONTS

[...] **C'est la reproduction des classes sociales qui est à l'œuvre.** L'école, le collège, le lycée ne sont que des machines qui permettent de sélectionner nos enfants : entre ceux qui s'adapteront aux classes surchargées, aux enseignants non remplacés et non formés, aux heures d'enseignement en

moins et ceux qui serviront de mains d'œuvre, variable d'ajustement pour augmenter les profits. **Nous devons compter sur nos propres forces pour aider nos enfants** [...].

Notre tract en ligne :

<http://www.vp-partisan.org/article/429.html>

TRAVAIL LE DIMANCHE ET LA NUIT :

deux des mesures symboliques des lois Macron

Deux mesures qui vont encore aggraver les choses...

Notre vie, c'est l'accumulation des soucis – le budget en fin de mois, les enfants à l'école et dans la cité, la santé qu'on ne peut plus assurer, les menaces sur le logement ou l'emploi, les démarches administratives sans fin, tout ça en plus des emmerdes au boulot. On ne voit plus aucun avenir. Notre vie est en permanence fragile, sous la menace de mesures décidées par d'autres, ministres, patrons, officiels...

Notre vie c'est les sous qui ne rentrent pas. Temps partiel salaire partiel, et en plus toujours bloqués comme les retraites !

Notre vie c'est la souffrance au chômage comme au travail. L'obligation de prendre n'importe quel boulot à l'autre bout de la région, de nuit comme de jour. Les entretiens d'embauche qui ne donnent rien. La fatigue permanente, l'épuisement et le corps cassés par le travail, le dos, les poignets, les ulcères, le stress. Les cachets pour tenir à tout prix. C'est bosser toujours plus en toujours moins de temps.

Notre vie, c'est la course contre le temps décomposé. Pas le temps du repos, de la tranquillité, de la famille ou des proches. Le temps dans les transports toujours plus loin pour un travail toujours plus dur, des horaires toujours plus éclatés avec le travail posté, la nuit, ou les coupures destructrices, courir de la crèche au boulot, du supermarché aux administrations, sans oublier les tâches domestiques !

Voilà notre vie, celle qu'on ne voit pas à la télé, celle dont personne ne parle, celle que nous connaissons bien. **C'est pas une vie la vie qu'on vit ! C'est pas une vie la vie qu'ils nous font vivre !** Et pendant ce temps, ils se gavent, ils décident à notre place, ils brassent des millions alors que pour nous chaque euro compte, d'un scandale politique à un scandale financier, ils nous enfument avec des élections auxquelles plus personne ne croit.

C'est tout un système qu'il faut abattre.

Ca commence par dire NON et nous regrouper, nous organiser pour en finir avec ce système capitaliste. Construire notre quartier général pour une autre société, la nôtre, pour Travailler Tous Moins et Autrement, une société de solidarité, de paix et de justice sociale.

Nous avons la colère, nous avons la révolte rentrée.

Il faut qu'elles s'expriment, pas dans l'explosion mais dans la volonté consciente de prendre nos affaires en mains, de construire un avenir qui soit le nôtre – et donc débarrassé de tous les exploités !

L'actualité de ces jours, ce sont lois Macron, et leurs nouvelles attaques contre les travailleurs.

Mais rafraîchissement de mémoire quand même...

- 6 novembre 2012, pacte national pour la compétitivité et l'emploi, ensemble de mesures pour les patrons.
- 11 janvier 2013, ANI (Accord National Interprofessionnel) sur la « sécurisation de l'emploi », qui facilite en fait les restructurations des entreprises et les licenciements, précarité et flexibilité renforcées.
- 20 janvier 2014, nouvelle réforme des retraites (avec hausse des cotisations et allongement des durées), dont le volet « pénibilité », déjà réduit à l'état de peau de chagrin dans la loi, est encore édulcoré par des reports d'application à on ne sait quand. C'est le capitalisme qui est pénible !
- 14 mai 2014, nouvelle convention UNEDIC, qui attaque une nouvelle fois les droits de tous les chômeurs, et en particulier des intermittents
- 23 septembre 2014, convergence des hôpitaux en lutte contre « l'hôstérité ».
- 17 décembre 2014, réforme de l'éducation prioritaire, deux ans après la réforme des rythmes scolaires, les secteurs ouvriers et prolétaires encore plus abandonnés...
- 1er janvier 2015, mise en application du pacte de responsabilité, avec de notables réductions de charges pour les employeurs. Près de 5 milliards de cadeaux aux patrons
- Etc.

Le gouvernement PS, c'est les patrons et les exploités contre nous, c'est une attaque frontale contre la classe ouvrière et le peuple, c'est tout un système à abattre !

N'attendons pas les lois suivantes sur la réduction des mandats des députés ou le contrat de travail unique, ou la nouvelle loi prévue contre les immigrés, en attendant quoi d'autre ?

NÉGOCIATIONS ENTRE LA GRÈCE

ET L'EUROPE : *ils veulent faire plier les peuples!*

Le gouvernement grec doit rembourser presque une dizaine de milliards d'euros à ses créanciers dans l'année ; puisqu'il n'en a pas les moyens, il doit négocier avec eux. Si, finalement, il ne peut pas les rembourser et doit se déclarer en défaut de paiement, l'Union européenne (UE) menace de sortir la Grèce de la zone Euro.

Il négocie principalement avec la Troïka constituée du Fond monétaire international (FMI), de la Banque centrale européenne (BCE) et de la Commission européenne (le gouvernement de l'UE). Ces institutions veulent appliquer le programme des gouvernements impérialistes et des multinationales à la Grèce.

Car derrière les institutions européennes, il y a l'intervention directe des grandes puissances européennes, principalement la France et l'Allemagne. Le gouvernement grec a conclu avec la Troïka un accord portant sur une liste de mesures à prendre par le gouvernement grec en échange du principe d'une aide financière. Pourtant, Tsipras (premier ministre grec et leader de Syriza) a dû se rendre à Berlin le 23 mars, pour faire valider cette liste par Merkel. Elle a exigé que le gouvernement vende la totalité des parts des entreprises publiques (alors que le gouvernement grec ne voulait en vendre que la moitié) : sinon « ça n'intéresse personne » lui a-t-elle dit, sous-entendu : « ça n'intéresse pas nos amis capitalistes ». De sa bouche, elle admet défendre directement les intérêts des grands groupes capitalistes allemands et européens qui rêvent de s'approprier totalement la Grèce !

Mais la question est avant tout politique : d'abord, les grandes puissances ne peuvent accepter qu'un petit pays conteste leurs décisions. Ensuite, un échec des négociations serait le signe d'un échec des impérialistes à étendre et à maintenir leur domination sur les pays d'Europe méridionale et orientale. Ils craignent que

d'autres pays suivent l'exemple.

Le gouvernement de Tsipras, lui, veut convaincre les puissances impérialistes que c'est dans leur intérêt à long terme (sous-entendu, dans l'intérêt du maintien de leur domination) de lâcher quelques concessions au peuple grec.

En voyant qu'il existe une certaine rivalité entre eux, le gouvernement grec a cru qu'il pourrait s'appuyer sur la France contre l'Allemagne dans les négociations. Les gouvernements français essayent de nous faire croire que ce serait la méchante Allemagne qui voudrait imposer « l'austérité » à l'Europe. Les Grecs ont constaté à leur dépend qu'il n'en était rien. Dans les négociations avec Tsipras, les gouvernements allemands et français sont soudés, déterminé à imposer baisse des salaires et privatisation à la Grèce... L'Europe sociale, ce n'est qu'un mensonge de Hollande pour masquer une simple rivalité entre impérialistes qui au final veulent la même chose.

L'accord finalement passé le 20 février dernier prévoit que le gouvernement grec devra, en échange d'une aide financière, présenter tout une série de réformes, et surtout que le gouvernement grec ne pourra prendre aucune décision sans l'accord de ses créanciers...

Tsipras veut montrer qu'il serait possible de satisfaire les exigences impérialistes tout en améliorant la vie des Grecs. Mais on sait déjà que l'Union européenne exige de baisser les retraites et réduire le droit du travail, en gros que le gouvernement grec capitule totalement face aux intérêts capitalistes. Le gouvernement grec est coincé entre ce que les impérialistes exigent et leurs promesses électorales.



Inscrivez-vous à notre infolettre sur
VP-PARTISAN.ORG



**L'OCML Voie Proletarienne,
ce que nous sommes :**

